

COMPTE-RENDU DU 16 MARS 2026

La CGT Finances a lu la déclaration liminaire suivante :

« Madame la Présidente,

Les formations spécialisées du CSAL se suivent et force est de constater que notre administration ne semble pas prendre la mesure des problèmes. Les évolutions des structures et des métiers ainsi que les pannes informatiques qui se multiplient nous installent durablement dans un marasme de plus en plus dur à vivre.

La communauté DGFIP ne peut que s'inquiéter de l'intensification des pannes qui frappent notre infrastructure informatique. La panne qui a touché Hélios est historique et ce sont les collègues qui doivent ramer pour rattraper retards et erreurs, après avoir dû assurer le « service après-vente » auprès des ordonnateurs. Une panne informatique, petite ou grande, induit énormément de stress : va-t-on réussir à accomplir nos missions essentielles en temps et en heure ? Comment allons-nous rattraper le retard pris ? Au quotidien, on doit aussi faire avec des applications trop souvent indisponibles ou pire, dysfonctionnelles. Et ne nous parlez pas de la « fameuse dette technique », ce sont souvent les nouvelles applications qui sont les moins performantes, vous les reconnaîtrez facilement : Gestloc, GestTU,....

Nous attirons aussi votre attention sur les remontées du terrain : sentiment de ne pas pouvoir faire face, d'accomplir des tâches inintéressantes, de subir les dégradations des conditions de travail sans pouvoir y faire grand-chose. Le découragement et la démotivation ne font que progresser. Quel est le recensement des signaux faibles ?.

Côté salarial, aucune augmentation en vue, et non, dire que si on veut voir sa rémunération augmenter, il faut passer les promotions n'est pas une réponse à la hauteur. Seule une augmentation annuelle du point d'indice à minima à hauteur de l'inflation avec un rattrapage des pertes subies peut répondre à l'effrondrement de nos rémunérations.

Et comme nous serions trop payés, nous avons appris que la DGFIP a décidé , suite visiblement à un contrôle interne, de procéder à une récupération d'indus auprès de

milliers d'agents, dans notre département 9 agents sont concernés dont un 4 900 €.

L'instance de ce jour prévoit la présentation du guide de l'enquête de la formation spécialisée sur les conditions de travail à la suite d'un acte suicidaire. Cela fait suite à la décision que la DG veut systématiser les enquêtes en cas de suicide ou tentative de suicide. Si nous saluons cette mesure, nous devons avant tout insister sur la prévention.

La CGT rappelle qu'une véritable politique de prévention doit prendre en compte :

- le sens de nos missions de service public,*
- la sortie de l'industrialisation des tâches (tout numérique et IA),*
- le changement de process de travail,*
- le sens du travail,*
- l'environnement de travail,*
- l'emploi, les restructurations, les transferts de mission,*
- les règles de gestion.*

Par ailleurs, au niveau local, la CGT s'interroge sur le nombre de fiches de signalement pour des incidents internes (4 en six mois), signe d'une dégradation des relations dans le travail.

En questions diverses, la CGT Finances souhaite aborder les points suivants :

- box d'accueil des vérificateurs à Sens. Celui-ci est situé au second étage. Il sera totalement isolé à compter du 1^{er} septembre (départ du PCP et de l'antenne du SPFE).*
- le contrôle interne de l'applicatif MIRA de la fin d'année a fait ressortir des consultations fantaisistes (agent absent le jour au moment de la consultation....). Aucun retour n'a été fait aux services concernés. »*

En réponse, la Présidente a tenu à rendre hommage aux agents, pour leur professionnalisme suite à la panne d'Hélios. La gestion des paies a été assurée mais cette panne a engendré beaucoup de stress chez les agents. La direction a revu l'affectation des EDR en urgence pour soutenir les services impactés.

Concernant les indus, sur les 9 agents concernés, 8 ont demandé l'émission d'un titre de paiement pour échelonner leur dette.

Le dysfonctionnement de MIRA (contrôle interne des consultations des applications) en fin d'année a aussi été relevé dans d'autres départements.

Nous avons ensuite abordé l'ordre du jour

I - Approbation du procès-verbal du 03/07/2025 :

Ce dernier a été validé à l'unanimité par les organisations syndicales.

II - Présentation du plan d'amélioration des conditions de travail et de prévention des risques suicidaires :

2025, triste année à la DGFIP puisque 19 collègues ont mis fin à leurs jours et 21 ont tenté de se suicider.

Face à cette situation, et dans la dynamique gouvernementale autour de la santé mentale érigée grande cause nationale en 2025, la DGFIP s'est engagée à renforcer sa politique de prévention des risques pour mieux prévenir la crise suicidaire.

Le plan d'action se développe en 3 axes :

- mieux connaître les conditions de travail et les risques (renforcer la culture de la prévention et agir sur le travail et son organisation) ;
- réduire les Risques Psychos Sociaux (RPS) et prévenir les risques suicidaires (sensibiliser et former à la santé mentale, repérer et accompagner les situations de détresse et de vulnérabilités psychologiques, mieux prendre en charge les agents rencontrant des difficultés d'ordre personnelles et professionnelles) ;
- accompagner les agents confrontés à une situation difficile ou un événement grave (consolider la prise en charge, accompagner les équipes après un événement grave).

III - Rapport des exercices d'évacuation :

La CGT Finances a soulevé certains problèmes concernant les exercices d'évacuation incendie :

- CFP Moreaux : les plans d'évacuation du 2^{ième} étage sont à revoir suite à la modification des cloisons, ainsi que les éclairages de sécurité incendie. Le portail extérieur se referme avant l'arrivée des secours.
- CFP Sens : le déclencheur manuel de l'alarme est défaillant ;

Les sites de Tonnerre et de Joigny auront un exercice incendie en 2026.

IV - Fiches de signalement « signalfip » :

Depuis la dernière réunion (3 juillet 2025), 12 nouvelles fiches ont été rédigées, dont 4 pour des incidents internes (entre collègues).

Concernant les incidents externes, face à la récurrence des faits et la mise en garde faite en 2024, le procureur a été saisi pour un cas (via article 40) et une enquête a été engagée le 15/10/2025.

Concernant les incidents internes, la CGT Finances a souligné leur progression en nombre et se demande si c'est en lien avec la dégradation des conditions de travail .

La Présidente a précisé que sur les 4 fiches, une est en cours de traitement, une a été classée sans suite (pas assez d'élément pour se positionner) et 2 ont été clôturées après entretiens individuels des agents (de toutes les parties : victimes et accusées) avec la direction.

V - Examen des fiches accident:

Une seule fiche accident a été produite (accident de la circulation).

VI - Examen des fiches navettes :

Elles sont exclusivement en lien avec les fuites d'eau au CFP de Sens. Plusieurs parties du bâtiment sont successivement touchées. Lorsqu'une fuite est colmatée, une nouvelle apparaît ailleurs.

La Direction a de nouveau RDV avec les services techniques de la mairie le 19 mars.

VII - Propositions de nouvelles actions 2026 et budget :

A ce jour, nous n'avons toujours aucun budget. Un groupe de travail se tiendra dès que nous aurons connaissance du montant alloué .

Des casques, bras d'écran et ventilateurs vont tout de même être commandés pour anticiper les demandes.

Un plan de formation sur la santé mentale/ stress/ charge mentale/ équilibre vie professionnelle-vie personnelle ainsi que le travail sur écran et gestes et postures sera établi lors du prochain groupe de travail.

La CGT Finances est intervenue pour signaler que les portes coupe-feu de la rue des Moreaux sont particulièrement lourdes et qu'elles sont maintenues ouvertes. Une autre solution pourrait être envisagée, comme la prise en charge par le fond handicap du Secrétariat Général du système d'ouverture automatique.

VIII - Questions diverses :

- Suite à la visite du CFP de Tonnerre, plusieurs problèmes relevés ont été résolus comme l'aménagement des extérieurs pour éviter la gadoue, le TPE sans fils commandé, séparateur de guichet d'accueil.
La CGT Finances a souligné que le bouton d'alerte de l'accueil faisait un signal lumineux dans un seul bureau qui n'est pas toujours occupé.

- En réponse à notre déclaration liminaire, la direction a pris note que les vérificateurs, sur Sens, recevaient à l'étage, de manière isolée et de fait non sécurisée. Une solution au RDC va être proposée.
- Cette année, l'ensemble des agents doit participer à la mise à jour du DUERP et des réunions doivent être organisées par les chefs de service prochainement. A l'issue, un groupe de travail se réunira pour établir le PAPRI Pact (plan de prévention des risques) ;
- Les portes et notamment les ventouses du CFP de Joigny ont été sécurisées.

Vos représentants CGT Finances au CSAL-FS de l'Yonne

Nathalie ARNASSAND - Caroline GERMAIN
Yannick BORODACZ - Delphine BAUMONT